

sont produites, il y avait un plan concerté, qui a permis de trouver des prétextes pour monter une ethnie contre l'autre et qui a conduit à la perpétration de nombreux crimes à l'égard de l'ethnie tutsie. De sorte que l'intention étant avérée d'atteindre cette ethnie et les massacres étant avérés d'autre part, on a les éléments qui permettent d'utiliser la qualification de génocide au sens du droit international. »

335/ Afrique midi (1993 JAF 0023 C)

P = Yves Rocle

T = Une commission d'enquête envoyée par la Ligue internationale des droits de l'homme dénonce les viols et les meurtres perpétrés contre l'ethnie tutsie. La mission parle même de génocide.

P : Le MRND affirme son soutien aux manifestants qui ont défilé ces derniers jours... Une mission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda accuse les soldats et les agents du gouvernement de pratiquer systématiquement meurtres et viols à l'encontre de l'ethnie tutsie. Cette équipe parle même de génocide.

Itw de maître Eric Gillet, avocat au barreau de Bruxelles (Addala Benraad) :
Diffusée le matin

336/ Afrique soir (1993 JAF 0023 D)

P = Nathalie Amar

Invité : Eric Gillet, coordinateur de la mission sur les violations des droits de l'homme.

P : En 90, l'ethnie tutsie a été victime de véritables massacres de la part des Hutus et depuis le climat d'insécurité persiste. A l'appel des ONG, une commission internationale d'enquête s'est rendue sur place et ses premières conclusions établissent clairement qu'il s'agit là de génocide.

Itw de maître Eric Gillet, avocat au barreau de Bruxelles (Addala Benraad) :
« Nous parlons de génocide. Pourquoi ? Parce qu'on a pu déceler qu'il y avait une véritable intention d'atteindre l'ethnie tutsie, que dans les régions où les choses se sont produites, il y avait un plan concerté, qui a permis de trouver des prétextes pour monter une ethnie contre l'autre et qui a conduit à la perpétration de nombreux crimes à l'égard de l'ethnie tutsie. De sorte que l'intention étant avérée d'atteindre cette ethnie et les massacres étant avérés d'autre part, on a les éléments qui

permettent d'utiliser la qualification de génocide au sens du droit international. On a des témoignages concernant toute une série de régions, qui ne couvrent pas tout le pays mais tout de même une grande partie.

(Q. d'A.B. : Est-ce qu'il y a vraiment un climat de violences au quotidien ?)

Oui, il y a un climat de violences au quotidien. C'est une chose qu'on a pu ressentir vraiment nous-mêmes d'ailleurs. Lorsque l'on se promène sur les routes et les pistes après la tombée de la nuit par exemple, toute présence humaine est à considérer comme hostile. C'est le cas pour nous même si nous savons que nous sommes dans une sécurité à peu près totale. Alors pour les Rwandais... Il est difficile de rencontrer quelqu'un après 7 h du soir... Et ça, c'est pour toutes les causes possibles et imaginables. Comme nous l'avons dit dans notre communiqué, les exactions des militaires qui sont nombreuses mais c'est aussi les militants politiques qui envahissent la rue à partir de cette heure-là et les routes surtout et qui fait que les milices de certains partis politiques établissent des barrages le long des routes et dans le but avéré, puisque nous l'avons expérimenté nous-mêmes, de vérifier les identités. Et comme vous savez que l'ethnie est indiquée sur les cartes d'identité, ils se rendent compte à ce moment-là si on est éventuellement Tutsi et ça peut très, très mal tourner.

(Q. d'A.B. : Est-ce que les gens qui sont reconnus coupables de ces exactions sont poursuivis par la justice ?)

Alors c'est un autre très grand problème, la paralysie de l'appareil judiciaire. Nous avons pu consulter des centaines de dossiers, plus particulièrement pour ce qui concerne la préfecture de Gisenyi et en préfecture de Kigali pour ce qui concerne le Bugesera, le schéma est pratiquement toujours le même. C'est que la réalité des massacres est attestée par les dossiers, parce que les criminels avouent et décrivent même parfois de manière assez détaillée les crimes qu'ils ont commis. Etant en aveux, ils sont arrêtés. Et puis trois semaines ou un mois plus tard, ils sont libérés. Ils font l'objet d'une ordonnance de libération et c'est le dernier document du dossier. Après, il n'y a plus rien... »

- Journaux Afrique du 26 janvier 93 (1993 JAF 0026)

337/ Afrique midi (1993 JAF 0026 C)

P = Yves Rocle

T = Nouvelle dissension entre le Premier ministre issu de l'opposition et le chef de l'Etat. Le président conteste la composition de la délégation qui doit poursuivre les négociations de paix avec les rebelles du FPR. Dans le même temps, le conflit ethnique s'envenime. Depuis vendredi, une quarantaine de ressortissants de l'ethnie tutsie ont été tués à travers le pays par des Hutus.

P : Les négociations de paix n'ont pas pu reprendre hier à Arusha... Il faut ajouter à tout cela que les règlements de compte ethniques se multiplient.

Pap. de Muriel Pomponne :

«...Pour le gouvernement, c'est au ministre des Affaires étrangères de conduire les négociations...Le chef de l'Etat a lui désigné son ministre de la Défense... Il n'en fallait pas plus pour chauffer les esprits...Des affrontements interethniques sont signalés depuis vendredi dans le nord et l'ouest du pays. Officiellement, il y a déjà une quarantaine de morts, majoritairement des Tutsis ou des opposants au régime et des centaines de personnes déplacées. Des renforts de gendarmerie ont été envoyés sur place et demain, les ministres de la Défense et de l'Intérieur doivent aller à la rencontre des autorités locales. »

338/ Afrique soir (1993 JAF 0026 D)

P = Edmond Sadaka

P : ...Parallèlement à ces dissensions, les affrontements ethniques s'intensifient. Il y a eu au moins 53 morts dans le nord-ouest du pays au cours des derniers jours.

Pap. de Muriel Pomponne :

« ... Certains militants en appellent même à la solidarité entre les Hutus contre les Tutsis. Dans un pays où la suspicion entre membres des deux communautés ethniques est permanente, le pays s'est rapidement enflammé. Dans trois préfectures du nord et du nord-ouest du pays, Gisengyi, Kibuye et Ruhengeri, les Tutsis sont à nouveau persécutés. Mais, en plus, les bandes armées poursuivent toute personne soupçonnée de sympathie à l'égard de l'opposition. Les domiciles de ces personnes sont pillés et incendiés. Ils s'en prennent également maintenant à tous les ressortissants du sud du pays, quelque soit leur ethnie, car la plupart des opposants sont originaires du sud. Ce phénomène inquiète les organisations de droits de l'homme, qui craignent que la situation ne devienne rapidement incontrôlable. Au moins 300 réfugiés ont trouvé refuge dans des paroisses. Le gouvernement a envoyé des renforts de gendarmerie et les ministres de la Défense et de l'Intérieur doivent se rendre dans le nord demain. Ces événements risquent d'hypothéquer sérieusement la poursuite des négociations d'Arusha. »

- Journaux Afrique du 27 janvier 93 (1993 JAF 0027)

339/ Afrique matin (1993 JAF 0027 A)

P = Philippe Leymarie

T = Affrontements politico ethniques dans la région natale du président.

P : Au moins 53 tués au Rwanda...

Pap. de Muriel Pomponne :
Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 28 janvier 93 (1993 JAF 0028)

340/ Afrique matin (1993 JAF 0028 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le bilan des incidents politico ethniques s'alourdit. Plus de 80 morts.

P : Une délégation de la CEE vient de rencontrer au Rwanda le président Habyarimana et qui a évoqué avec lui les incidents graves de ces derniers jours. 80 morts selon un dernier bilan.

Itw⁹ :

« Les différents acteurs rwandais quels qu'ils soient déplorent cette situation. Nous la déplorons également. Nous nous employons à restaurer un dialogue entre les différents acteurs de la vie politique rwandaise... »

341/ Afrique midi (1993 JAF 0028 C)

P = Yves Rocle

T = Les ministres de la Défense et de l'Intérieur sont allés hier à Gisenyi... Sur place, ils vont tenter de réorganiser les forces de l'ordre... D'autres sources parlent de 150 victimes.

P : ... Le CICR a envoyé sur place deux équipes pour évacuer les blessés. Elle qualifie la situation de grave... Muriel Pomponne a pu de son côté recueillir le témoignage d'un habitant de Gisenyi. Pour des raisons de sécurité, il a requis l'anonymat.

Itw d'un habitant de Gisenyi (Muriel Pomponne) :

« A l'heure actuelle, le climat d'insécurité continue. Les pillages et les massacres continuent malgré un effort consenti par le gouvernement pour arrêter cette situation. Ici, on n'a pas encore vu de résultat de la réunion de sécurité qui s'est tenu à Gisenyi. Dans les campagnes, du côté de ..., il y a des gens qui ont pris les armes, des massues, des machettes, et puis ils disent qu'ils vont faire la chasse des Tutsis. Du côté de ..., on dit qu'une population excitée voudrait exterminer donc les Bagogwe qui se trouvent près de la forêt de ... Ces gens excités prennent leurs vaches et les abattent et qui les menacent aussi. Il y a beaucoup de tués... Dans la paroisse de Nyondo, il y a plus de 300 réfugiés. »

⁹ Aucune autre indication

P : Ces derniers jours, les ambassadeurs de France, de Belgique et de la CEE se sont entretenus de cette situation avec le président Habyarimana. Et le ministère français des Affaires étrangères vient de préciser la position de Paris.

Pap. de Muriel Pomponne :

«Oui, à propos des affrontements qui endeuillent le Rwanda, la France se déclare préoccupée. En ce qui concerne le différend qui oppose le Premier ministre au chef de l'Etat..., la France souhaite qu'un compromis intervienne entre les deux hommes et que les négociations reprennent. Mais Paris ne souhaite pas que l'accord politique déjà obtenu début janvier soit remis en cause, comme l'exigent justement les proches du président Habyarimana. Il faut également rappeler que 150 militaires français, soit une compagnie, stationnent au Rwanda. Ils sont pour l'instant cantonnés à Kigali. La mission qui leur est confiée est la protection des étrangers. Et il n'est pas question pour l'instant de leur assigner un autre rôle. »

342/ Afrique soir (1993 JAF 0028 D)

P = Edmond Sadaka

T = La France appelle à la reprise des négociations. Les affrontements de ces derniers jours auraient au moins fait 80 morts dans le nord-ouest.

P : ... Aujourd'hui, en tout cas, la situation serait plus calme dans la région de Gisenyi. C'est là que les combats les plus violents ont eu lieu.

Itw d'un habitant de Gisenyi (Muriel Pomponne) :

Diffusée à midi

Pap. de Muriel Pomponne :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 29 janvier 93 (1993 JAF 0029)

343/ Afrique matin (1993 JAF 0029 A)

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la fiche Loris :

RWANDA/ APRES MASSACRES REACTION (M. NGENUM) MRND,
TEMOIGNAGE COMMISSION ENQUETE (CARBONARE)

344/ Afrique midi (1993 JAF 0029 C)

Pas de mention du Rwanda

345/ Afrique soir (1993 JAF 0029 D)

P = Edmond Sadaka

P : Les évêques de l'église catholique s'inquiète de l'insécurité qui règne dans le pays à la suite des violences politico ethniques de ces derniers jours. Dans un communiqué, ils demandent un retour à la paix. Ils s'inquiètent des divergences des autorités et des leaders de l'opposition à propos des accords de paix d'Arusha. Cet après-midi, une nouvelle série d'entretiens a eu lieu à Arusha entre gouvernement et rebelles. Ces derniers ont demandé l'arrêt des massacres. Il y aurait eu en l'espace de huit jours au moins 80 morts au nord-ouest du pays.

- Journaux Afrique du 31 janvier 93 (1993 JAF 0031)

343/ Afrique matin (1993 JAF 0031 A)

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la fiche Loris :

RWANDA/ MASSACRES (SON P.BIZIMUNGU) P. P.DELEGATION FPR

Février 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 05 février 93 (1993 JAF 0036)

344/ Afrique matin (1993 JAF 0036 A)

P = Philippe Leymarie

P : Les négociations sur l'avenir du régime auraient du reprendre il y a une dizaine de jours à Arusha. Cette reprise a été en fait retardée par les tractations à propos d'un changement d'homme à la tête de la délégation gouvernementale.

Pap. de Monique Mas :

«C'est le ministre des Affaires étrangères qui a conduit la délégation gouvernementale depuis le début des négociations en juillet dernier... Monsieur Ngulinzira avait été désigné par le Premier ministre issu lui-même de l'opposition. Mais les partisans du président Habyarimana ne sont pas du tout satisfaits des premiers points d'accord conclus à Arusha. Des accords qui les dépossèdent d'une partie importante de leur pouvoir dans les futures institutions de transition. Ils auraient bien voulu tout remettre en question, voire quitter la table des négociations, mais cela est difficile compte tenu des pressions extérieures, et notamment celle de la France, qui vient de rappeler son attachement aux négociations d'Arusha et qui pèse au Rwanda par sa présence militaire. En tout cas, avant la signature d'un accord de paix avec le FPR, il reste encore à régler la question du retour des réfugiés et surtout celle de la fusion des deux armées en conflit. Et cette fois, le président Habyarimana espère peser un peu plus dans la balance. Il a d'ailleurs expliqué les récents massacres imputés à ses partisans par un mécontentement populaire contre la décision d'Arusha. Et puis le 23 janvier, il a décidé de placer à la tête de la délégation gouvernementale le ministre de la Défense cette fois, un homme de sa mouvance. Cela bien sûr contre la volonté du Premier ministre et des autres partis du gouvernement. »

- Journaux Afrique du 08 février 93 (1993 JAF 0039)

345/ Afrique midi (1993 JAF 0039 C)

P = Yves Rocle

T = Les combats ont éclaté ce matin dans le nord du pays. Apparemment, les rebelles du FPR ont lancé une nouvelle offensive dans la ville de Ruhengeri. Les pourparlers n'ont toujours pas repris à Arusha...

346/ Afrique soir (1993 JAF 0039 D)

P = Edmond Sadaka

T = Les combats ont repris au nord. Les rebelles du FPR progressent vers la capitale Kigali.

P : Plusieurs localités du nord ont été la cible des maquisards, qui auraient notamment atteint une position située à une cinquantaine de kilomètres de Kigali.

Pap. d'Assane Diop :

«L'attaque du FPR ce lundi a été une attaque surprise...Le FPR encercle Tumba à une cinquantaine de kilomètres de Kigali. Cette localité de 30 000 habitants héberge également 3 000 réfugiés...Population et réfugiés de Tumba affluent par centaines vers la capitale. A Kigali, des témoins ont fait état de rafales d'armes automatiques dans la zone de la présidence dans l'après-midi de lundi. Pas plus de détails...Cette reprise des hostilités par les rebelles intervient après les massacres de quelques 300 civils le 20 janvier dernier par des militants proches du parti du président. Cette chasse à l'homme visait également les rangs du FPR. »

P : Conséquence immédiate de ce regain des violences. Les accords de cessez le feu signés entre rebelles et gouvernement au mois d'août dernier sont de fait rendus caduques. Les négociations en Tanzanie sur l'intégration des forces rebelles dans l'armée gouvernementale semblent très compromises. Aujourd'hui le ministre rwandais des Affaires étrangères a lancé un appel à l'OUA qui dispose d'observateurs sur place. Visiblement entendu par son homologue sénégalais Djibo Ka, très inquiet de la situation.

Itw de Djibo Ka, ministre sénégalais des Affaires étrangères (Nicolas Baliqie) :

«Le président Abdou Diouf souhaite, avec toute l'OUA, la cessation immédiate des hostilités, au respect du cessez le feu...Le président Abdou Diouf fait confiance au président du FPR, au chef de l'Etat du Rwanda, pour que le peuple rwandais se réconcilie avec lui-même, s'engage de manière irréversible dans la voie de la démocratisation, qui est la seule voie qui vaille aujourd'hui. »

- Journaux Afrique du 09 février 93 (1993 JAF 0040)

346/ Afrique matin (1993 JAF 0040 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Nouveaux soubresauts sur la route de la démocratisation avec la rupture par l'opposition armée, le FPR, de la trêve qu'elle observait depuis août dernier. Une trêve qui avait permis la tenue de négociations à Arusha et certaines avancées sur la voie de la réconciliation nationale. Seulement voilà. Ces derniers jours, les règlements de compte ethniques, pour ne pas dire plus, ont repris. Quelques 300 Tutsis ont été tués dans les régions de Ruhengeri et de Byumba, 80 autres à Gisenyi, la ville natale du président. Le tout perpétré par des partisans hutus du chef de l'Etat.

Pap. d'Assane Diop :

Diffusée la veille au soir

P : On l'a vu avec Assane Diop. Du côté du gouvernement, on ne veut pas trop gonfler les informations sur l'avancée du FPR vers Kigali, où la nuit aurait été calme. Et on veut même continuer de croire à la poursuite des négociations. Pour le ministre de l'Information, Monsieur Pascal Ndengejeho, il s'agit d'un problème de communication entre le gouvernement et le FPR. Ce dernier ayant notamment demandé comme préalable la condamnation par les autorités des derniers massacres, ce qui selon le ministre aurait été fait, mais ce qui n'aurait pas été porté à la connaissance du Front.

Itw de Pascal Ndengejeho, ministre rwandais de l'Information (Thierry Perret) :

«...Cette déclaration condamnant les partisans du parti du président et du CDR venait d'être faite. On s'est dit que peut être le FPR-Inkotanyi n'avait pas pu rendre connaissance de cette déclaration. »

P : Monsieur Ndengejeho sortait tout juste d'un conseil des ministres extraordinaire qui a notamment demandé la suspension de plusieurs hauts fonctionnaires, qui auraient manqué au respect des droits de l'homme dans le nord, avec notamment celle du gouverneur de cette région et aussi des directeurs de cabinet de deux ministères. Le FP avait justement réclamé des sanctions contre ceux qui bafouaient les droits de l'homme au Rwanda.

347/ Afrique midi (1993 JAF 0040 C)

P = Yves Rocle

P : Les combats entre les rebelles du FP et les forces gouvernementales se sont poursuivis toute la nuit dans le nord du pays et surtout à Ruhengeri. Les rebelles sont passés à l'offensive hier matin pour exiger des sanctions à l'égard des

responsables des violences politico ethniques du mois dernier. Violences qui avaient causé la mort d'au moins 300 personnes. Le conseil des ministres a accédé à la demande du FPR. Plusieurs personnalités, dont le préfet et le sous-préfet de Gisenyi, ont été suspendues de leur fonction. Des mesures jugées insuffisantes par les rebelles.

Itw d'un habitant de Ruhengeri (Caroline Parret) :

« Dans les heures qui viennent de passer, on a vécu vraiment une situation très dramatique. Pour le moment, je peux vous dire que les combats se poursuivent dans tous les quartiers de la ville et de la périphérie.

(Q. de C.P. : Est-ce que la population a fui Ruhengeri ?)

Oui, oui, la population a fui Ruhengeri parce qu'on ne peut pas rester dans cette ville où seules les armes ont la parole. Toutes les routes sont coupées...

(Q. de C.P. : Et les gens qui ont fui Ruhengeri, où est-ce qu'ils se trouvent ?)

Pour l'instant, ils sont hébergés surtout dans les paroisses et dans les bureaux communaux. »

P : Le FPR a donc rompu le cessez le feu pour exiger que des sanctions soient prises contre les responsables des violences politico ethniques du mois dernier... Hier, le gouvernement a annoncé la suspension de plusieurs hauts fonctionnaires. Des mesures jugées insuffisantes par Pasteur Bizimungu.

Itw de Pasteur Bizimungu, un responsable du FPR (Danielle Lefèvre) :

« Nous comptons continuer les combats jusqu'à la capitale s'il en est besoin, jusqu'à ce que le gouvernement ait satisfait nos conditions. C'est-à-dire qu'il arrête les massacres, qu'il montre qu'il est déterminé à respecter le processus de paix.

(Q. de D.L. : Le gouvernement lui parle uniquement d'un problème de communication entre vous et lui et affirme qu'il a donné des assurances. Est-ce que vous trouvez ses assurances suffisantes ?)

Je crois que ce n'est pas un problème de communication. D'abord parce que sur le plan militaire, nous avons été provoqué. Deuxièmement, sur le plan des mesures que nous demandons, les mesures c'est de la poudre aux yeux. Nous demandons la révocation des responsables dans les massacres, passés et récents. Et ils n'ont fait que suspendre que quelques responsables.

(Q. de D.L. : Mais dans votre esprit, est-ce qu'une fois ces conditions remplies vous accepteriez de continuer les discussions à Arusha pour arriver à une démocratisation du pays ?)

Ah, nous sommes toujours à Arusha et nous continuons les négociations tout en posant ces conditions. Entre temps, les combats continuent. »

P : Voilà les combats continuent donc. Et la France juge l'affaire suffisamment grave ce matin pour annoncer un renfort de son dispositif militaire sur place au Rwanda.

Itw de Daniel Bernard, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (Assane Diop) :

« Notre préoccupation principale, c'est naturellement d'assurer la sécurité des Français qui se trouvent là-bas. La plupart d'entre eux se trouvent à Kigali, plusieurs centaines, mais un certain nombre se trouve à Ruhengeri. Donc nous souhaitons que

la sécurité de ces personnes soit assurée. C'est la raison pour laquelle le président, avant de partir pour le Vietnam, a décidé l'envoi d'une deuxième compagnie. Vous savez qu'il y a déjà une compagnie à Kigali dans le cadre de l'opération Noroît. Une deuxième compagnie a été dépêchée ce matin et qui aura pour seul objectif, en accord avec le président Habyarimana et le Premier ministre rwandais, le seul objectif d'assurer la sécurité des personnes. Il n'est aucunement question que les forces françaises interviennent ni de près, ni de loin, dans ce malheureux conflit du Rwanda. »

P : Avec ces nouveaux renforts, il y aura au total 300 militaires français au Rwanda.

- Journaux Afrique du 10 février 93 (1993 JAF 0041)

348/ Afrique matin (1993 JAF 0041 A)

P = Pascal Gautier

T = La France envoie 150 militaires au Rwanda. Les combats se poursuivent au nord du pays.

P : Pour la deuxième journée consécutive, de violents combats se sont déroulés... En réaction, la France a envoyé à Kigali une compagnie, soit 150 militaires. Il s'agit officiellement d'assurer la protection des ressortissants français mais il semble surtout que Paris veuille éviter le naufrage du processus de réconciliation nationale.

Pap. de Pierre Benoit :

« En envoyant une compagnie de parachutistes à Kigali, la France montre une fois encore qu'elle suit l'affaire rwandaise avec la plus grande attention. En juin dernier déjà, alors que les maquisards du FPR marquaient des points dans le nord du pays, Paris avait dépêché 150 hommes. Autant d'hommes pour assurer uniquement la sécurité d'une petite communauté française, voilà qui peut surprendre. En fait, cette présence militaire a manifestement un rôle dissuasif. Paris soutient en effet le processus de réconciliation engagé entre le président Habyarimana et l'opposition armée. En même temps, les négociations d'Arusha s'enlisent régulièrement en raison des exactions commises par les forces gouvernementales contre les Tutsis. C'est le cas aujourd'hui, d'où l'offensive du FPR, un mouvement composé au départ d'exilés tutsis chassés en 1959 et qui bénéficient de l'appui actif de l'Ouganda. A Paris, on considère qu'une victoire militaire du FPR réduirait à néant tout projet de réconciliation nationale. Elle déboucherait en outre sur un déséquilibre régional, avec l'Ouganda et le Burundi voisin. »

P : Ajoutons que la Tanzanie qui organise sur son territoire des négociations entre le FPR et le gouvernement de Kigali a lancé hier un appel à la fin des combats.

349/ Afrique soir (1993 JAF 0041 D)

P = Edmond Sadaka

T = Plusieurs centaines de milliers de personnes fuient les zones de combats...Les rebelles ont proposé un cessez le feu à partir de minuit.

Itw de Léon Stouffs, représentant de la Croix rouge belge au Rwanda (Caroline Parret) :

«On peut estimer les personnes déplacées à environ 500 000, 550 000...Sur ces 500 000 environ, il y a 350 000 qui sont déjà des personnes déplacées, qui se trouvaient dans des camps et des sites de regroupement...»

(Q. de C.P. : Ces personnes qui ont fui, est-ce qu'elles vous ont dit si des membres de leur famille, si des civils avaient été tués ?)

Ah ben oui. Il y a eu des civils tués, surtout pas les tirs de canon... »

P : Les rebelles du FPR seraient prêts ce soir à mettre fin aux hostilités.

Itw de Pasteur Bizimungu, le représentant du FPR à Arusha (Jean Pierre Boris) :

«Nous faisons une offre de cessez le feu suite à la pression de la communauté internationale, qui s'est exercée de part et d'autre. Et comme quoi les problèmes qui étaient en jeu, notamment les massacres de la population, seront traités dans le cadre des négociations. Le FPR va observer le cessez le feu à partir de minuit aujourd'hui et nous espérons que le gouvernement va faire de même. »

Pap. de Thierry Perret :

«Incontestablement, il y a un espoir de détente...Le FPR semble toutefois déterminé à garder les positions acquises ces derniers jours sur le terrain...Le gouvernement belge vient d'ailleurs de dénoncer, je cite, les responsabilités écrasantes du régime du président dans la reprise de la guerre civile. Un constat en tout cas. Cette reprise des combats fragilise encore un peu plus le processus de transition démocratique. A ce propos, une source gouvernementale fait état d'une vague d'arrestations dans les rangs de l'opposition à Gisenyi, région d'origine du chef de l'Etat. »

- Journaux Afrique du 11 février 93 (1993 JAF 0042)

350/ Afrique matin (1993 JAF 0042 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les combats devaient cesser cette nuit avec la trêve offerte par les rebelles du FPR.

Aucun des papiers n'est diffusé.

Pourtant le contenu de la notice Loris était le suivant :

351/ Afrique soir (1993 JAF 0042 D)

P = Edmond Sadaka

T = Paris réagit à la situation au Rwanda. Les combats se poursuivent. Le gouvernement français accuse les rebelles d'avoir violé le cessez le feu.

P : Le ministre de la Défense rejette le cessez le feu décidé hier par les rebelles. Il affirme que ces mêmes rebelles ont massacré au moins quarante personnes au cours des derniers jours. A Paris, le gouvernement français condamne l'offensive du FPR. Il appelle à un retour des belligérants aux positions qu'ils occupaient au 8 février, c'est-à-dire avant l'offensive du FPR.

Pap. de Monique Mas :

«Oui, le gouvernement français considère l'offensive du FPR comme une violation caractérisée du cessez le feu. Selon Paris, c'est même une menace pour le processus de paix. Mais pour le FPR, ce sont les partisans du président Habyarimana qui ont violé le cessez le feu les premiers en poursuivant leurs violences contre les populations tutsies mais aussi contre l'opposition. Le FPR rappelle que l'accord de cessez le feu prévoyait que de tels actes seraient considérés comme des violations au même titre que la reprise des combats. Et puis cette affaire illustre une fois de plus la fracture au sein du gouvernement...En revanche, le Premier ministre, issu de l'opposition, accuse le parti d'Habyarimana d'être la cause principale du blocage des négociations de paix. L'autre point de divergence, c'est la présence de troupes étrangères au Rwanda... Une allusion aux troupes françaises qui, depuis leur arrivée en octobre 90, ont été témoins de plusieurs massacres. Cette fois, le FPR exige leur départ avant de revenir à la table des négociations. Le Premier ministre, lui, est d'accord sur le principe mais il craint des actions violentes de la part des partisans du régime. »

- Journaux Afrique du 12 février 93 (1993 JAF 0043)

352/ Afrique matin (1993 JAF 0043 A)

P = Philippe Leymarie

P : ...Les rebelles avaient offert d'ailleurs il y a quelques jours un cessez le feu. Le gouvernement à Kigali, qui comprend des ministres d'opposition, est partagé sur l'attitude à tenir. Du côté des autorités françaises, on a condamné l'offensive récente des rebelles.

Pap. de Monique Mas :
Diffusé la veille au soir

- Journaux Afrique du 13 février 93 (1993 JAF 0044)

353/ Afrique matin (1993 JAF 0044 A)

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la notice Loris :
RWANDA/ TROUPES FRANCAISES (SON J. RUEGO) REPR. FPR

- Journaux Afrique du 15 février 93 (1993 JAF 0046)

354/ Afrique matin (1993 JAF 0046 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le gouvernement et l'opposition armée décide d'attendre la fin de la cession ministérielle de l'OUA, qui s'ouvre cette semaine à Addis Abeba, pour reprendre le discussion.

P : ...Cette parenthèse dans les négociations n'a pas empêché hier le chef de l'Etat et le Premier ministre d'appeler à la reprise des négociations.

Le son n'est pas diffusé.

Contenu de la notice Loris :
RWANDA/ APPEL 1er MIN./ PDT POUR REPRISE NEGO.(SON D. NSENGIAREMYE)

355/ Afrique midi (1993 JAF 0046 C)

P = Yves Rocle

T = Des soldats français se seraient battus pendant quatre jours au côté de l'armée rwandaise contre les rebelles du FPR. C'est en tout cas ce qu'a déclaré à nos confrères de l'agence Reuters un porte-parole de la mission militaire de l'OUA. A Paris, les autorités démentent catégoriquement cette information. Par ailleurs, la France serait en contact en ce moment avec les différentes parties en conflit. Un projet de cessez le feu pourrait aboutir dans les 24 heures, dit-on de source informée à Paris.

P : ...Ce porte-parole qui a requis l'anonymat affirme même que les troupes françaises auraient pilonné des positions rebelles au sud de la région de Ruhengeri. Des informations, qui, en tout cas, sont démenties ce matin à Paris.

Pap. d'Assane Diop :

«Démenti formel de l'Elysée : pas un militaire français n'a participé au combat contre les rebelles du FPR. Même son de cloche à l'ambassade de France à Kigali. Paris reconnaît que des éléments des 300 militaires présents se sont rendus dans la région de Ruhengeri. Mission assignée au détachement : rapatrier vers Kigali les étrangers se trouvant dans cette ville du nord. Quelque 69 expatriés, parmi lesquels une quinzaine de Français ont ainsi été évacués. Après quoi, les forces françaises de sauvetage qui ont atteint Ruhengeri après une contre-offensive menée par la seule armée rwandaise et bien, ces forces sont retournées à Kigali, expliquent les officiels français. Tout ceci s'est passé mercredi dernier. Les déclarations d'un porte-parole du groupe d'observateurs de l'OUA à l'agence Reuters constituent une désinformation, souligne Paris. On ajoute que les militaires français ne disposent que d'armes individuelles et non d'armes lourdes qui leur auraient permis de pilonner les rebelles du FPR comme l'a affirmé le témoin cité par Reuters. »

356/ Afrique soir (1993 JAF 0046 D)

P = Edmond Sadaka

P : Le gouvernement aurait décidé d'observer une trêve d'une semaine à partir de ce lundi minuit. Il appelle les rebelles du FPR à respecter le cessez le feu. C'est ce qu'indique un communiqué transmis ce soir par l'ambassade du Rwanda à Paris. Aujourd'hui, dans un discours diffusé par la radio nationale, le Premier ministre a lancé un appel à l'arrêt des hostilités.

Des interrogations sur le rôle exact joué par les soldats français présents dans le pays. Un porte-parole de la mission militaire de l'OUA affirmait ce matin que les militaires français se seraient battus pendant quatre jours au côté de l'armée rwandaise contre les rebelles du FPR. Information aussitôt démentie par le Quai d'Orsay.

Pap. d'Assane Diop :

Diffusé à midi

P : Et puis le ministère des Affaires étrangères s'est aujourd'hui félicité de la position commune adoptée il y a deux jours par le Premier ministre et le président. Les deux hommes dans un communiqué conjoint réaffirmaient samedi notamment leur condamnation de la rupture du cessez le feu par les rebelles. Je vous rappelle bien sûr que le Premier ministre du Rwanda est un représentant de l'opposition.

- Journaux Afrique du 16 février 93 (1993 JAF 0047)

357/ Afrique matin (1993 JAF 0047 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Paris dément les informations données par l'OUA...

P : Dossier chaud pour les ministres de l'OUA réunis depuis hier à Addis Abeba : le Rwanda. L'OUA, qui a même envoyé sur place ces derniers jours une mission militaire pour tenter d'obtenir un cessez le feu, après la rupture de la trêve la semaine dernière par le FPR. L'OUA qui a lâché un pavé dans la mare... Cette accusation a déjà été formulée par le passé mais par le FPR, et toujours démentie par le gouvernement français et cette fois-ci, c'est encore le cas.

Pap. de Pascal Gautier :

«Intoxication et mauvaise foi, c'est ainsi que Paris qualifie l'affirmation du responsable de l'OUA, cité par Reuters. Le Quai d'Orsay rappelle à ce propos que les 300 militaires français présents au Rwanda ont une mission exclusive, celle d'assurer la sécurité des communautés françaises et étrangères. Il en veut pour exemple l'évacuation de 69 personnes, qui a lieu mercredi à Ruhengeri... La trêve annoncée est censée permettre au FP de revenir sur ses positions militaires initiales. Or on sait que le FPR ne veut pas en entendre parler dans les conditions actuelles. Pour que les combats cessent vraiment, il faudra que les pressions internationales s'accroissent. Dernière pression en date, celle de la communauté européenne. La CEE condamne à la fois l'offensive lancée par le FP et les massacres anti-Tutsis qui ont eu lieu récemment. »

358/ Afrique matin (1993 JAF 0047 A)

P = Yves Rocle

T = Le gouvernement décide d'observer une trêve d'une semaine. Il demande aux rebelles du FP de respecter le cessez le feu et d'utiliser cette trêve pour regagner les positions qu'ils occupaient avant l'offensive du 8 février dernier. Selon la radio rwandaise, il y aurait eu des combats à l'aube.

P : ...Ce matin, l'armée gouvernementale accuse les rebelles d'avoir lancé une nouvelle offensive dès l'aube à l'ouest de Ruhengeri.

359/ Afrique soir (1993 JAF 0047 D)

P = Edmond Sadaka

T = Pas de trêve encore en dépit d'un cessez le feu annoncé par le gouvernement.

P : ...Les rebelles du FPR auraient aujourd'hui poursuivi leurs attaques à l'arme lourde contre la ville de Ruhengeri. Hier, le ministère français des Affaires étrangères démentait la participation de soldats français au combat aux côtés de l'armée... Aujourd'hui, les services de renseignement français pointent du doigt l'Ouganda qui soutiendrait les rebelles.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«A peine 24 h après le démenti français, les services de renseignement montent au créneau et affirment, à travers le journal Le Monde, que les rebelles du FPR sont soutenus par l'armée ougandaise... Les maquisards qui progressent depuis plusieurs semaines bénéficieraient au travers de la frontière ougando-rwandaise d'un appui d'artillerie... Les services français se disent convaincus que plusieurs unités de l'armée ougandaise sont en ce moment derrière cette offensive de la guérilla. Et selon les analyses des renseignements français, le plan de Kampala qui prévoit une invasion du nord du Rwanda serait toujours de mise. Alors en fait, il n'y a pas vraiment de révélation spectaculaire... Alors les accusations portées aujourd'hui par les services de renseignement français pourraient n'être en fait qu'une sorte de réponse du berger à la bergère. »

- Journaux Afrique du 17 février 93 (1993 JAF 0048)

360/ Afrique matin (1993 JAF 0048 A)

P = Danielle Lefèvre

T = L'Ouganda derrière les maquisards du FPR. Une accusation déjà ancienne et relancée par les services de renseignement français.

P : Pas de trêve. Les forces du FPR ont en effet à nouveau attaqué hier Ruhengeri. Cela montre assez que l'opposition armée n'a pas l'intention de suivre les recommandations du gouvernement, qui avait annoncé une trêve unilatérale d'une semaine... Dans ce contexte, c'est à nouveau le temps des accusations. Avant-hier, c'est l'aide française apportée ou non aux forces gouvernementales qui était sur la sellette. A présent, c'est à nouveau l'aide de l'Ouganda aux maquisards du FPR qui ressort par le biais d'un article du quotidien Le Monde qui cite les services de renseignements français.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Les maquisards bénéficieraient au travers de la frontière ougando-rwandaise d'un appui d'artillerie. Les services français sont convaincus que plusieurs unités

ougandaises sont derrière la récente offensive de la guérilla. Ils estiment que les dix bataillons déployés par le FPR dépassent largement les capacités du mouvement puisque ces forces sont estimées à environ 2 500 hommes. En fait, les services français n'apportent pas de véritable révélation... Yoweri Museveni, l'actuel chef de l'Etat ougandais, issu d'une ethnie très proche des Tutsis, a d'ailleurs bénéficié de l'aide de nombreux exilés rwandais pour prendre le pouvoir à Kampala. »

- Journaux Afrique du 20 février 93 (1993 JAF 0051)

361/ Afrique matin (1993 JAF 0051 A)

P = Nathalie Amar

T = La guérilla rwandaise accusée de massacrer les civils. Le FPR dément et se déclare prêt à recevoir une commission d'enquête.

P : Des massacres de populations civiles se seraient produits dans des zones contrôlées par la guérilla du FPR. L'information vient à la fois d'associations de défense des droits de l'homme et du ministère des Affaires étrangères à Paris. De son côté, l'armée rwandaise accuse la guérilla d'avoir massacré 500 personnes. Du côté des rebelles, c'est un démenti catégorique.

Itw de Jacques Bihozagara, l'un des responsables du FPR (Pascal Gautier) :

« Il n'y a aucune exaction parce que cela n'est pas dans la stratégie du FPR.

(Q. de P.G. : Il n'y aurait même pas des responsables locaux proches du MRND qui auraient pu subir des représailles ?)

Si on devait s'en prendre au MRND, je crois qu'on aurait exterminé presque toute la population du nord parce que cette province est occupée par 80% de membres du MRND. Ce que je ne peux pas nier c'est qu'il y ait eu des milices du MRND et du CDR qui se seraient armées et qui auraient participé à des combats et qui seraient tombées sur le champ de bataille. Il y a une campagne d'intoxication, à laquelle la France est associée. Nous pensons qu'il s'agit en fin de compte de dissimuler la vérité et les gens sont embarrassés parce que le rapport de la commission d'enquête internationale va sortir dans deux, trois jours.

(Q. de P.G. : Ces accusations des associations des droits de l'homme, vous estimez qu'elles sont partisanses ?)

Je ne dirais pas qu'elles sont partisanses mais je dirais tout simplement qu'ils n'ont pas fait assez d'investigation et le FP est prêt à recevoir une commission d'enquête indépendante.

P : A Paris, le Quai d'Orsay souligne que les combats continuent au Rwanda et que le FPR poursuit son avance vers Kigali.

362/ Afrique soir (1993 JAF 0051 D)

P = Philippe Couve

T = Des renforts militaires français au Rwanda. Paris vient de décider l'envoi d'urgence de 160 hommes dans le pays, alors que les rebelles ne sont plus qu'à 25 km de Kigali.

P : 260 soldats français, c'est-à-dire deux compagnies, vont être envoyés d'urgence au Rwanda. Paris vient de l'annoncer en expliquant que leur mission serait d'assurer la sécurité sur place des ressortissants français et des autres expatriés. Décision après qu'hier le Quai d'Orsay ait jugé préoccupante la situation dans le pays.

Itw de Georges Martres, ambassadeur de France à Kigali (Muriel Pomponne) :

«Et bien parce que l'avance récente du FPR fait peser sur Kigali une menace nouvelle qui a conduit le gouvernement français, pour des raisons de sécurité, à renforcer la protection dont bénéficient les ressortissants français et la population expatriée de Kigali. C'est pourquoi nous avons reçu aujourd'hui deux compagnies supplémentaires.

(Q. de M.P. : Qu'est-ce que l'on sait sur l'avancée des rebelles du FPR en direction de Kigali ?)

C'est qu'ils sont à peu près à 25 km au nord de la ville. Mais leur avancée est très inégale selon les hommes. Ils occupaient une portion du territoire rwandais au nord du pays entre la région de Ruhengeri et celle de Mutara. Maintenant leurs positions sont plus au sud sur la route de Ruhengeri à Kigali, et également autour de la ville de Byumba. »

Pap. de Muriel Pomponne :

«Paris craint que le FPR ne tente de prendre Kigali même si depuis 48 h, les bombardements ont cessé aux abords de la capitale. Du côté de la rébellion, on affirme toujours qu'on souhaite la chute du régime mais qu'on n'a pas pour ambition de prendre la capitale. En tout cas, la présence de 600 soldats français à Kigali constituera de toute façon un facteur de dissuasion même si leur objectif assigné n'est pas la protection de la capitale, ni bien sûr le soutien du régime en place. Officiellement, la France soutient simplement la paix et la démocratisation, et donc bien sûr, les actuels efforts de médiation entrepris par certains partis politiques rwandais. En effet, les cinq partis présents au gouvernement, y compris le MRND, ont signé aujourd'hui un mémorandum commun pour répondre aux exigences de la rébellion du FPR. Ils vont aller lundi en délégation à Bujumbura rencontrer une délégation du FPR. Ces cinq partis vont demander aux rebelles de respecter une trêve et de retourner sur leurs positions antérieures. Cette rencontre devrait normalement être suivie dans la semaine d'un contact entre le gouvernement et le FPR cette fois pour envisager une reprise des négociations politiques qui avaient été interrompues en janvier. »

P : Et puis cette dernière information. Le beau-frère du président Juvénal Habyarimana a été arrêté à Montréal. Il est accusé, selon la police, d'avoir menacé de mort deux opposants au régime rwandais.

- Journaux Afrique du 21 février 93 (1993 JAF 0052)

363/ Afrique matin (1993 JAF 0052 A)

P = Nathalie Amar

Itw de Georges Martre, ambassadeur de France à Kigali (Muriel Pomponne) :
Diffusée la veille au soir

- Journaux Afrique du 22 février 93 (1993 JAF 0053)

364/ Afrique matin (1993 JAF 0053 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le FPR annonce à son tour une trêve des combats. Le parti du chef de l'Etat parle d'une ruse tactique.

P : ...Un cessez le feu qui, selon le mouvement d'opposition armée rwandais, ne tiendra que si les troupes gouvernementales restent sur leurs positions actuelles. Le porte-parole en Belgique du MRND parle de ruse tactique et affirme que le gouvernement ne peut pas prendre une telle offre au sérieux.

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ CESSEZ-LE-FEU ANNONCE PAR FPR (PASCAL GAUTIER)

365/ Afrique midi (1993 JAF 0053 C)

P = Yves Rocle

T = Les rebelles du FP ont annoncé hier un cessez le feu unilatérale. Ils demandent la reprise des négociations de paix avec le gouvernement. La semaine dernière, c'est le gouvernement qui avait annoncé une trêve, trêve qui n'avait pas été respectée.

Invité : Jean-Pierre Chrétien, spécialiste du Rwanda, historien, directeur de recherche au CNRS (Ghislaine Dupont)

P : ...Ghislaine Dupont lui a d'abord demandé si la rupture des négociations entre les autorités de Kigali et les rebelles du FPR et la reprise de la guerre civile pouvait s'expliquer uniquement par les profondes rivalités ethniques qui partagent le Rwanda.

Jean-Pierre Chrétien :

« On ne peut pas réduire la situation au Rwanda entre d'une part le FPR et d'autre part le pouvoir présidentiel. Et encore moins, entre d'une part les Hutus et de l'autre les Tutsis, selon le cliché habituel du fatalisme, où ces deux communautés ne demanderaient qu'à s'entretuer.

(Q. de G.D. : Ce n'est pas que le clivage ethnique qui explique ce qui se passe ?)

Non. Evidemment c'est un enjeu important puisque tout a été fondé depuis trente ans sur cette opposition ethnique. Il y a le problème des quelque 600 000 réfugiés ou fils de réfugiés, il y a le système des quotas qui a fonctionné longtemps. Donc la question était entretenue. Mais c'est une question jouée sur le mode politique. Actuellement, on est en présence de deux options à l'intérieur du Rwanda. Ceux qui veulent faire bouger les choses, c'est-à-dire à la fois la transition démocratique, d'autre part la paix et enfin c'est lié au dépassement de ce clivage ethnique, c'est-à-dire que trente ans après la révolution rwandaise, on pense qu'il n'y a plus de pasteurs et d'agriculteurs, il y a des gens qui sont fils de Hutus ou fils de Tutsis et qui vivent de la même manière. L'idée c'est de passer à une époque où on renonce à ces méfiances, à ces mises en cause, à ces clichés. Alors cela c'est le langage du mouvement démocratique qui s'est développé depuis la fin des années 80. Et en face, c'est l'autre option, il faut le dire. C'est celle représentée par la mouvance présidentielle, c'est-à-dire le président Habyarimana et ses proches, sur le plan à la fois lignager et régional, de la préfecture de Gisenyi, et d'autre part les jeunesses, qui sont souvent armées, les jeunesses du MRND, dont il est le président. Ces jeunesses s'appellent d'ailleurs les combattants unis, Interhawme et d'autre part la CDR, qui s'est créée en mars 92 au moment des massacres du Bugesera, pour justement soi-disant défendre les acquis de la Révolution, c'est-à-dire fonder toute une propagande sur la défense des Hutus contre les Tutsis. On a vraiment deux camps très profonds et...

(Q. de G.D. : C'est-à-dire que l'enjeu est d'abord politique ?)

Oui. C'est-à-dire que l'ethnisme est un enjeu politique. La démocratie suppose ce dépassement de l'ethnisme. Alors que le maintien d'un pouvoir autoritaire semble jouer la carte des passions ethniques. Ce qui s'est manifesté donc depuis juillet. A chaque moment où Arusha progressait. Par exemple, au mois d'août, un accord est conclu vers le 18-19 août. Le 20 août, des massacres de Tutsis et d'amis des Tutsis comme on dit, c'est-à-dire des opposants, ont lieu à Kibuye à l'initiative en grande partie de gens de la CDR. De même en novembre-décembre-janvier, au moment où les négociations progressaient sur un pouvoir de transition, on voit des massacres qui ont lieu à Gisenyi et dans différentes régions. Et ce n'est pas un procès d'intention que l'on fait quand des associations, quand la commission internationale sur les droits de l'homme, qui a été au Rwanda en janvier en parle, ce n'est pas un

procès d'intention qu'on fait à des gens du MRND ou de la CDR. Eux-mêmes le disent. Parce que le problème de l'histoire de ce pays récemment, c'est qu'elle se fait en kinyarwanda et que beaucoup d'observateurs étrangers lisent ce qui est en français. Et souvent, il y a comme un double langage. Par exemple, le 22 novembre, des dignitaires du parti MRND tiennent un discours incendiaire à Gisenyi. C'est un proche du président et il dit pratiquement qu'il faut jeter les Tutsis à la rivière pour que leur corps remonte jusqu'en Ethiopie d'où ils sont originaires. Pensez bien que dans l'ambiance qui règne au Rwanda, donc à Gisenyi, au nord du pays, ce genre d'appel au meurtre est explosif. Voilà le contexte qui explique la dégradation progressive de la situation au Rwanda et qui explique sans doute la rupture du cessez le feu.

(Q. de G.D. : Justement on accuse le FPR, certaines ligues et associations de défense des droits de l'homme, les accusent d'avoir eux aussi, peut-être en représailles, mais en tous les cas, massacré aussi plusieurs dizaines de personnes ?)

Leur attaque effectivement, c'est une situation de guerre civile, s'accompagne manifestement d'un certain nombre de violences. Moi ce qui me frappe, deux choses. D'une part, très vite, les associations des droits de l'homme du Rwanda, qui ont été sans arrêt accusées par le pouvoir présidentiel d'être des complices des opposants, ont tout de suite dénoncé des exécutions sommaires qui ont eu lieu, semble-t-il, autour de Ruhengeri. Maintenant, on parle aussi des gens d'un camp de réfugiés qui ont été tués. Je crois que nous ici de l'extérieur, nous devons rester prudent, à attendre des enquêtes ou demander des enquêtes, y voir clair parce qu'il faut tout de même se rappeler que certains massacres, par exemple celui des éleveurs Bagogwe qui a lieu début 91, il a fallu attendre un an avant qu'on en parle. Alors, bon, soyons un peu patient. Moi ce qui me frappe actuellement, c'est que dans l'ambiance de guerre civile rallumée, on assiste à une véritable guerre de propagande actuellement. Donc tout prouve que tout propos tenu sur des massacres doit être pris en compte mais avec, euh, calme. »

366/ Afrique soir (1993 JAF 0053 D)

P = Edmond Sadaka

P : ...Ghislaine Dupont lui a d'abord demandé si la rupture des négociations entre les autorités de Kigali et les rebelles du FPR et la reprise de la guerre civile pouvait s'expliquer uniquement par les profondes rivalités ethniques qui partagent le Rwanda.

Itw de Jean-Pierre Chrétien (Ghislaine Dupont) :

« On ne peut pas réduire la situation au Rwanda entre d'une part le FPR et d'autre part le pouvoir présidentiel. Et encore moins, entre d'une part les Hutus et de l'autre les Tutsis, selon le cliché habituel du fatalisme, où ces deux communautés ne demanderaient qu'à s'entretuer.

(Q. de G.D. : Ce n'est pas que le clivage ethnique qui explique ce qui se passe ?)

Non. Evidemment c'est un enjeu important puisque tout a été fondé depuis trente ans sur cette opposition ethnique. Il y a le problème des quelque 600 000 réfugiés ou fils de réfugiés, il y a le système des quotas qui a fonctionné longtemps. Donc la question était entretenue. Mais c'est une question jouée sur le mode politique. Actuellement, on est en présence de deux options à l'intérieur du Rwanda. Ceux qui veulent faire bouger les choses, c'est-à-dire à la fois la transition démocratique, d'autre part la paix et enfin c'est lié au dépassement de ce clivage ethnique, c'est-à-dire que trente ans après la révolution rwandaise, on pense qu'il n'y a plus de pasteurs et d'agriculteurs, il y a des gens qui sont fils de Hutus ou fils de Tutsis et qui vivent de la même manière. L'idée c'est de passer à une époque où on renonce à ces méfiances, à ces mises en cause, à ces clichés. Alors cela c'est le langage du mouvement démocratique qui s'est développé depuis la fin des années 80. Et en face, c'est l'autre option, il faut le dire. C'est celle représentée par la mouvance présidentielle, c'est-à-dire le président Habyarimana et ses proches, sur le plan à la fois lignager et régional, de la préfecture de Gisenyi, et d'autre part les jeunesses, qui sont souvent armées, les jeunesses du MRND, dont il est le président. Ces jeunesses s'appellent d'ailleurs les combattants unis, Interhawe et d'autre part la CDR, qui s'est créée en mars 92 au moment des massacres du Bugesera, pour justement soi-disant défendre les acquis de la Révolution, c'est-à-dire fonder toute une propagande sur la défense des Hutus contre les Tutsis. On a vraiment deux camps très profonds et...

(Q. de G.D. : C'est-à-dire que l'enjeu est d'abord politique ?)

Oui. C'est-à-dire que l'ethnisme est un enjeu politique. La démocratie suppose ce dépassement de l'ethnisme. Alors que le maintien d'un pouvoir autoritaire semble jouer la carte des passions ethniques. Ce qui s'est manifesté donc depuis juillet. A chaque moment où Arusha progressait. Par exemple, au mois d'août, un accord est conclu vers le 18-19 août. Le 20 août, des massacres de Tutsis et d'amis des Tutsis comme on dit, c'est-à-dire des opposants, ont lieu à Kibuye à l'initiative en grande partie de gens de la CDR. De même en novembre-décembre-janvier, au moment où les négociations progressaient sur un pouvoir de transition, on voit des massacres qui ont lieu à Gisenyi et dans différentes régions. Et ce n'est pas un procès d'intention que l'on fait quand des associations, quand la commission internationale sur les droits de l'homme, qui a été au Rwanda en janvier en parle, ce n'est pas un procès d'intention qu'on fait à des gens du MRND ou de la CDR. Eux-mêmes le disent. Parce que le problème de l'histoire de ce pays récemment, c'est qu'elle se fait en kinyarwanda et que beaucoup d'observateurs étrangers lisent ce qui est en français. Et souvent, il y a comme un double langage. Par exemple, le 22 novembre, des dignitaires du parti MRND tiennent un discours incendiaire à Gisenyi. C'est un proche du président et il dit pratiquement qu'il faut jeter les Tutsis à la rivière pour que leur corps remonte jusqu'en Ethiopie d'où ils sont originaires. Pensez bien que dans l'ambiance qui règne au Rwanda, donc à Gisenyi, au nord du pays, ce genre d'appel au meurtre est explosif. Voilà le contexte qui explique la dégradation progressive de la situation au Rwanda et qui explique sans doute la rupture du cessez le feu. »

- Journaux Afrique du 23 février 93 (1993 JAF 0054)

367/ Afrique matin (1993 JAF 0054 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Malgré le scepticisme du parti du chef de l'Etat, le gouvernement accepte la proposition du cessez le feu du FPR. Les négociations d'Arusha pourraient donc reprendre la semaine prochaine.

P : ...Peut être un arrêt des hostilités en perspective...Point positif à première vue si ce n'est, comme le souligne Jean-Pierre Chrétien, historien et directeur de recherche au CNRS, qu'à chaque fois qu'il y a eu avancée à Arusha, il y a eu utilisation par le chef de l'Etat et ses partisans des antagonismes tribaux.

Itw de Jean-Pierre Chrétien (Ghislaine Dupont) :

« L'ethnisme est un enjeu politique. La démocratie suppose ce dépassement de l'ethnisme. Alors que le maintien d'un pouvoir autoritaire semble jouer la carte des passions ethniques. Ce qui s'est manifesté donc depuis juillet. A chaque moment où Arusha progressait. Par exemple, au mois d'août, un accord est conclu vers le 18-19 août. Le 20 août, des massacres de Tutsis et d'amis des Tutsis comme on dit, c'est-à-dire des opposants, ont lieu à Kibuye à l'initiative en grande partie de gens de la CDR. De même en novembre-décembre-janvier. Ce n'est pas un procès d'intention qu'on fait à des gens du MRND ou de la CDR. Eux-mêmes le disent. Parce que le problème de l'histoire de ce pays récemment, c'est qu'elle se fait en kinyarwanda et que beaucoup d'observateurs étrangers lisent ce qui est en français. Et souvent, il y a comme un double langage. Par exemple, le 22 novembre, des dignitaires du parti MRND tiennent un discours incendiaire à Gisenyi. C'est un proche du président et il dit pratiquement qu'il faut jeter les Tutsis à la rivière pour que leur corps remonte jusqu'en Ethiopie d'où ils sont originaires. Pensez bien que dans l'ambiance qui règne au Rwanda, donc à Gisenyi, au nord du pays, ce genre d'appel au meurtre est explosif. »

368/ Afrique midi (1993 JAF 0054 C)

P = Yves Rocle

T = Le gouvernement accepte la proposition de cessez le feu du FPR.

Itw de Dismas Nsengiyaremye, Premier ministre (Ghislaine Dupont) :

« Nous avons accepté l'essentiel de la proposition du FPR, à savoir que le FPR s'engage à rejoindre ses lignes initiales... Nous avons accepté du côté du gouvernement de rester sur nos positions actuelles et nous avons demandé que

l'espace entre les positions serve de zone neutre démilitarisée avec possibilité de réinstallation immédiate des populations déplacées.

(Q. de G.D. : Il y a eu plusieurs déclarations de cessez le feu. Mais jusqu'à présent, aucun n'a pu être réellement appliqué sur le terrain. Vous êtes plus confiant cette fois-ci ?)

J'espère qu'à ce stade-ci, chacune des deux parties a compris qu'il n'est pas possible d'arriver à une victoire militaire et que la meilleure solution est la solution négociée... Il est grand temps de retourner à Arusha pour arriver à un accord définitif de paix. »

- Journaux Afrique du 24 février 93 (1993 JAF 0055)

369/ Afrique matin (1993 JAF 0055 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Rencontre aujourd'hui à Bujumbura entre les partis de la coalition gouvernementale et les représentants du FPR, l'opposition armée.

P : ...Ils vont discuter des modalités du cessez le feu accepté par les deux parties mais aussi et surtout du problème de fonds, la coexistence pacifique entre les ethnies du pays, sans oublier la présence française.

Pap. de Monique Mas :

«Le FPR explique son offensive comme une sommation destinée à faire cesser les massacres de civils organisés à plusieurs reprises dans le pays par les partisans du président Habyarimana... Il demande aussi le départ des troupes françaises, 600 hommes environ, acceptant seulement le maintien des quelques dizaines d'instructeurs français dans le cadre de la coopération militaire. Un préalable très embarrassant pour les partis du gouvernement issus de l'opposition. En effet, ils ont été d'accord pour que la présence française soit renforcée ce week-end. Et pourtant, ils estiment qu'elle conforte le régime Habyarimana, un régime qui souhaite voir céder le pas à la démocratie grâce aux négociations d'Arusha avec le FPR. »

P : Aux dernières nouvelles, le MRND traîne les pieds pour aller à Bujumbura. Hier, une délégation d'ambassadeurs occidentaux s'employait à les convaincre.

370/ Afrique midi (1993 JAF 0055 C)

P = Yves Rocle

P : ...Pour l'instant, les délégués de l'ancien parti unique ne sont pas arrivés sur place.

Pap. de Monique Mas :

Introduction rajoutée au papier diffusé le matin :

«Pas d'ordre du jour formel à cette rencontre mais l'enjeu est important puisqu'il s'agit de réparer les pots cassés après l'offensive du FPR le 8 février dernier. Et les pots cassés sont beaucoup plus politiques que militaires. Le gouvernement et le FPR se sont déjà déclarés d'accord pour un cessez le feu, pour le retour du FPR à ses positions antérieures, ...une force d'observateurs militaires neutres devant prendre place entre les deux parties.

Mais le FPR explique son offensive comme une sommation destinée... Et pourtant, ils estiment qu'elle conforte le régime Habyarimana, un régime qui souhaite voir céder le pas à la démocratie grâce aux négociations d'Arusha avec le FPR.»

P : Le PAM doit commencer aujourd'hui ses livraisons par avion de l'aide alimentaire d'urgence. La livraison par route a été abandonnée en raison de l'insécurité.

Mars 1993

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 01 mars 93 (1993 JAF 0060)

371/ Afrique matin (1993 JAF 0060 A)

P = Philippe Leymarie

T = La mission de paix du ministre français de la Coopération au Rwanda. Il se rend aujourd'hui en Ouganda.

P : Depuis la nouvelle offensive des rebelles, 600 soldats français stationnent au Rwanda. En principe, pour assurer la sécurité des ressortissants européens mais aussi en application d'un accord entre Paris et Kigali. Une présence qui provoque parfois des critiques mais qui donne également au gouvernement français un atout pour exercer une médiation. Et c'est en tout cas une mission de paix qu'a entamé Marcel Debarge, qui était tout ce week-end à Kigali et qui a visité un camp de réfugiés.

Pap. de Thierry Perret :

«Pas de commentaire de Marcel Debarge sur les violations des droits de l'homme au Rwanda mais le ministre a visité un camp de réfugiés près de Kigali, rappelant que la France a débloqué dix millions de francs pour venir en aide aux centaines de milliers de personnes fuyant la guerre civile. Marcel Debarge a également rencontré le président Habyarimana auquel il aurait conseillé de se réconcilier avec les partis d'opposition représentés au gouvernement. L'idée pour la France étant d'arriver à former un front commun dans les pourparlers de paix avec le FPR. On est plutôt dans la situation inverse puisque les partis d'opposition ont entamé des discussions avec le FPR à Bujumbura sans représentant du parti présidentiel. La France n'entend pourtant pas remettre en cause son soutien au chef de l'Etat rwandais malgré les nombreuses critiques. Il faut dire que la situation intérieure du Rwanda est vue par Paris sous un angle plutôt géopolitique. Paris qui accuse l'Ouganda de soutenir le FPR. Voilà qui promet des entretiens intéressants avec le président ougandais à Kampala où se rend aujourd'hui Marcel Debarge. »

P : Par la voix du représentant du FPR en Europe, on s'étonne de ce que le gouvernement français n'ait pas encore identifié correctement, selon ce mouvement, les protagonistes de ce conflit, ni ses origines, allusion à cette escale de M. Debarge en Ouganda. Quant au secrétaire national du parti socialiste français chargé des relations internationales, Gérard Fuchs, qui appartient à la même formation politique que Marcel Debarge, il a affirmé hier dans un communiqué : « j'espère que soit notre

ministre de la Coopération trouvera à Kigali des raisons convaincantes à une présence militaire qui apparaît aujourd'hui comme un secours à un régime dictatorial aux abois, soit il sera mis fin à cette présence. » Fin de citation.

372/ Afrique midi (1993 JAF 0060 C)

P = Yves Rocle

T = Le ministre de la coopération français a demandé hier au président Habyarimana de faire un geste significatif en faveur de la réconciliation. Il doit se rendre aujourd'hui en Ouganda, un pays accusé de soutenir les rebelles du FPR.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«Marcel Debarge a invité le président Habyarimana à faire un geste significatif en direction des partis d'opposition représentés au gouvernement et de constituer avec eux un front commun. La situation est difficile, je ne ferai aucune promesse exagérée, a dit le ministre français...Mais il veut toujours croire aux chances d'une réconciliation entre le pouvoir rwandais et le mouvement rebelle du FPR, deux mouvements qui doivent se retrouver théoriquement après demain à Dar es-Salam... Marcel Debarge arrive aujourd'hui à Entebbe où il doit rencontrer Yoweri Museveni afin de lui demander sans doute de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Les services secrets français sont en effet persuadés que l'armée ougandaise donne un appui en hommes et en artillerie lourde aux rebelles du FPR. Le FPR dément et s'étonne dans un communiqué que le ministre français s'arrête en Ouganda. C'est uniquement un problème entre Rwandais et Rwandais, dit le mouvement rebelle, qui demande toujours le départ des 600 soldats français déployés au Rwanda.»

P : Le secrétaire national du parti socialiste français chargé des relations internationales s'inquiète de la situation au Rwanda et du rôle du détachement militaire dans ce pays.

Itw de Gérard Fuchs, secrétaire national du parti socialiste français chargé des relations internationales (Ian Noble) :

«... Je souhaite que notre ministre de la Coopération se fasse une idée précise sur l'utilité de notre présence militaire...

(Q. de I.N. : Vous n'êtes pas convaincu par les explications selon lesquelles les forces françaises sur place sont là uniquement pour protéger les ressortissants français ?)

Ecoutez, c'est une protection de haut niveau si on fait les comptes. Il y a un autre argument qui est parfois donné qui est l'implication de l'Ouganda... Est-ce que cette implication est telle qu'elle justifie une présence militaire ou non, je pense que son voyage nous apportera des compléments d'information utiles à cet égard. »

373/ Afrique soir (1993 JAF 0060 D)

P = Edmond Sadaka

T = Le ministre de la Coopération français a rencontré aujourd'hui à Kampala le président ougandais. Les deux hommes s'accusent mutuellement d'ingérence au Rwanda mais tous deux appellent à la relance des discussions de paix.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« L'entretien ... ne s'est pas réduit à un échange de politesses. Selon de bonnes sources diplomatiques citées par l'AFP à Kampala, le président ougandais aurait accusé la France de s'ingérer dans les affaires intérieures rwandaises. Ce que dément la France qui affirme que les 600 militaires français déployés autour de la capitale rwandaise ne sont là que pour protéger les quelques 3 000 ressortissants étrangers. De son côté, Marcel Debarge aurait accusé l'Ouganda de soutenir militairement les rebelles du FPR dans le nord du Rwanda. Ce que dément le président ougandais. « Si des soldats ougandais sont impliqués, pourquoi les soldats rwandais ne les tuent-ils pas pour exhiber en suite leurs cadavres ? » s'est exclamé Yoweri Museveni lors d'une conférence de presse hier soir à Kampala... Cela dit, les deux hommes ne se sont pas quittés sur ce constat de désaccord. Ils ont signé un communiqué conjoint dans lequel ils ont appelé à la relance du dialogue... »

P : Le secrétaire national du parti socialiste français chargé des relations internationales s'interroge sur la décision d'envoyer de nouvelles troupes françaises au Rwanda alors que, je le cite, les violations de droits de l'homme par le régime du président Habyarimana ne cessent de se multiplier, fin de citation.

- Journaux Afrique du 02 mars 93 (1993 JAF 0061)

374/ Afrique matin (1993 JAF 0061 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Explication franche entre le ministre français de la Coopération et le président ougandais. Les deux hommes s'accusent mutuellement d'ingérence au Rwanda.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé la veille au soir

375/ Afrique midi (1993 JAF 0061 C)

P = Yves Rocle

P : Les négociations doivent reprendre demain à Arusha. Le ministre français de la Coopération, Marcel Debarge, vient de finir sa tournée dans la région... Pierre Benoit a demandé ce matin au ministre quel avait été le résultat de cet entretien.

Itw du ministre français de la Coopération, Marcel Debarge (Pierre Benoit) :

« Nous avons fait remarquer au président ougandais qu'il était un homme d'influence... par rapport aux relations qu'il pouvait avoir avec le FPR mais nous avons discuté plus avant d'un retrait avec des garanties, par exemple des observateurs internationaux, du FPR sur la ligne des combats qui était celle du 7-8 février, c'est-à-dire véritablement un geste de bonne volonté de la part du RPR. Le RPR est quand même, euh, apparaît par certains côtés comme une force, euh, un peu d'agression quoi. Pour nous, sans vouloir employer des grands mots, il faut que ça revienne aux positions du 7-8 février. Mais bien sûr, il faut absolument, en liaison avec les responsables ougandais, que cela se traduise par des solutions politiques, en liaison et en accord avec les forces politiques rwandaises. »

P : Oui, l'ambiance est à la campagne électorale en France. C'est peut être pour cela que Marcel Debarge a confondu dans les termes le RPR et le FPR.

376/ Afrique soir (1993 JAF 0061 C)

P = Edmond Sadaka

Invité : Le ministre français de la Coopération Marcel Debarge.

Itw du ministre français de la Coopération, Marcel Debarge (Pierre Benoit) :

« ...Il faut que les partis politiques qui composent le gouvernement et le parti du président aient une attitude commune par rapport aux négociations qui doivent s'engager avec le FPR, et qui ferait que le FPR, qui est la force qui attaque actuellement, soit à même de participer à un gouvernement de transition qui doit déboucher sur une consultation électorale qui permettrait de bien situer le rapport de force, d'établir ce qui est une majorité et ce qui est une minorité.

(Q. de P.B. : Est-ce que le président Habyarimana vous a donné des assurances quant aux garanties de sécurité pour les populations tutsies ?)

Moi je crois que les garanties de sécurité doivent être réciproques. C'est pour l'ensemble de la population rwandaise. Quelque chose qui m'a marqué beaucoup, c'est la visite d'un camp de personnes déplacées... où on voit véritablement des gens qui ont fui la région du nord du Rwanda, où la question humaniste se pose fortement et comme toute question humaniste, elle a des incidences politiques. Il y a 900 000 personnes pour le moins qui sont dans ce cas-là.

(Q. de P.B. : Est-ce que vos interlocuteurs de Kigali vous ont demandé le maintien des 600 soldats français ? Est-ce que vous avez évoqué cette question ?)

Il ne faut pas dire d'un côté, la présence de l'armée française est utile, et de l'autre côté, quelquefois par les mêmes, il faudrait que l'armée française s'en aille. Il faut avoir une attitude unitaire, c'est-à-dire que l'armée française a son utilité, qu'elle est là pour protéger les ressortissants français, les intérêts français, pour protéger les ressortissants étrangers. L'armée française, il n'est pas envisagé qu'elle ait un rôle complémentaire à ce que je viens d'exprimer, du moins en l'état actuel des choses.

(Q. de P.B. : A Kampala, vous avez eu un entretien en tête à tête avec Museveni. Quel a été le climat et la teneur de cet entretien ?)

Le climat a été, dirons-nous, satisfaisant.

(Q. de P.B. : Sans plus ?)

Laissons ouvert quand même un certain nombre de perspectives constructives. Plus constructives qu'il y a quelque temps de cela.

(Q. de P.B. : Comment le président Museveni a-t-il réagi à la proposition d'observateurs sur la frontière ?)

Sur les observateurs sur la frontière ougandaise, je pense qu'il est d'accord. Mais il n'y a pas que les observateurs sur la frontière ougandaise et rwandaise. Il y a des observateurs pour bien marquer qu'il y a retrait du FPR sur les zones du 7 et 8 février. Mais qu'il n'y a pas pour autant d'exactions à craindre par la présence d'observateurs étrangers, si toutefois c'est à craindre point d'interrogation, du côté des forces rwandaises. »

- Journaux Afrique du 03 mars 93 (1993 JAF 0062)

377/ Afrique matin (1993 JAF 0062 A)

P = Danielle Lefèvre

P : ...A Bujumbura, les participants sont tombés d'accord sur deux points : l'installation d'une force internationale neutre sur place avec donc le retrait des forces étrangères. Et le responsable du blocage de la situation, c'est le chef de l'Etat.

Pap. de Monique Mas :

« Ils l'accusent de bloquer les négociations d'Arusha...Les participants qui dénoncent aussi les massacres répétés du régime Habyarimana, comme des violations effectives du cessez le feu de juillet. Les partis internes reconnaissent que le gouvernement auquel ils appartiennent est resté paralysé face à ces massacres. Et des sanctions immédiates contre les autorités des régions où ils se sont déroulés sont demandées. Le FPR concède en retour que sa riposte constituait aussi une violation du cessez le feu. Il doit se retirer comme promis sur ses positions antérieures à son offensive du 8 février. Des observateurs militaires neutres occuperont le terrain. Ils veilleront au retour et à la sécurité des déplacés de guerre. Reste une autre infraction à l'accord de

cessez le feu : la présence des troupes étrangères, françaises en l'occurrence. Les deux parties demandent leur départ et leur remplacement par une force internationale neutre organisée par l'OUA et l'ONU. Basée à Kigali, sa mission serait de rassurer les ressortissants étrangers mais aussi, en filigrane, d'apaiser les craintes des uns et des autres tant à l'égard du FPR que du régime Habyarimana. »

P : ...Le Quai d'Orsay a fait savoir hier que la seule préoccupation de la France restait la recherche d'une solution politique. En attendant, les meurtres tribaux ont toujours lieu. Hier à 30 km au nord-ouest de Kigali, à Rulindo, au moins quinze personnes, des Tutsis, ont été tuées, semble-t-il, par des Hutus. Parmi les victimes, un bébé de cinq mois pratiquement taillé en pièces.

378/ Afrique midi (1993 JAF 0062 C)

P = Yves Rocle

T = Les pourparlers entre les partis d'opposition et le FPR se sont terminés hier à Bujumbura. Les négociations entre les autorités de Kigali et le FPR qui devaient reprendre aujourd'hui à Dar es-Salam ont été reportées à vendredi.

P : ... Cela dit, à deux jours de la reprise des négociations, les positions de l'opposition semblent très ambiguës.

Pap. de Thierry Perret :

« Deux déclarations simultanées hier. Celle de Bujumbura... Déclaration où les participants condamnent le régime d'Habyarimana, où ils réclament également le départ des forces françaises. Autre déclaration le même jour de l'ensemble de l'échiquier politique... Cette fois, on condamne le FPR et on réaffirme le bien fondé de la présence française. Il y a de quoi s'interroger. En fait, si on observe la situation à Kigali, il faut parler depuis 48h d'un véritable bouillonnement politique ponctué de pétitions et de déclarations. Ce bouillonnement est visiblement la conséquence du passage de Marcel Debarge. L'appel du ministre de la Coopération à l'unité nationale a visiblement troublé les responsables politiques rwandais. Ces derniers se sont sentis comme au pied du mur. L'idée étant de donner une chance aux discussions qui s'ouvrent vendredi à Dar es-Salam. Mais le changement d'orientation est trop récent. Il y a encore trop de dissensions au sein des partis pour pouvoir conclure. Beaucoup dépendra en fait de ce qui va sortir de cette réunion gouvernement-FPR. »

P : En attendant, la situation est toujours aussi instable. Un nouveau massacre tribal a fait une quinzaine de morts hier à 30 km au nord-ouest de Kigali. Un prêtre catholique qui se trouvait dans cette région affirme que ce type de massacres se multiplie dans le secteur depuis quelque temps.

- Journaux Afrique du 04 mars 93 (1993 JAF 0063)

379/ Afrique matin (1993 JAF 0063 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Rwanda, la France va entreprendre des démarches pour que les Nations Unies se saisisse du dossier.

P : La reprise des négociations à haut niveau à Dar es-Salam, c'est en principe pour demain. Pourtant les combats continuent du côté de Ruhengeri. Cela ne devrait pas empêcher les délégations de discuter des moyens de ramener la paix dans le pays. Pourquoi pas grâce au déploiement d'une force d'interposition des Nations Unies ? Un déploiement que la France verrait plutôt d'un bon œil. Elle estime que le problème rwandais a débordé du seul cadre national. Ainsi au conseil des ministres hier, où le ministre de la Coopération rendait compte de son voyage au Rwanda et en Ouganda, on a insisté sur le caractère international du dossier.

Pap. de Pascal Gautier :

« Tout le monde est en fait favorable à une intervention de l'ONU au Rwanda... Les émissaires des Nations Unies sont d'ailleurs déjà sur place pour étudier le dossier. La France s'apprête donc elle aussi à jouer la carte onusienne. En sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, elle va relayer une demande officielle de Kigali. Une éventuelle force d'interposition chargée de superviser un cessez le feu pourrait compter entre 500 et 1 000 hommes. La France pourrait fournir un contingent. La démarche française n'est donc pas vraiment originale. D'autant que pour justifier une intervention de l'ONU, il est donc fait mention du caractère international du conflit rwandais. Autrement dit, c'est le soutien de Kampala à la rébellion qui est encore une fois mis en avant. En fait, ce qui est nouveau, c'est que la France mette en avant son statut de membre permanent au Conseil de sécurité dans la balance. Par là-même, Paris espère bien se désengager, du moins partiellement, du borbier politico-militaire dans lequel elle est de plus en plus partie prenante. »

- Journaux Afrique du 05 mars 93 (1993 JAF 0064)

380/ Afrique matin (1993 JAF 0064 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Reprise des discussions à Dar es-Salam. Au centre des discussions : l'envoi d'une force multinationale et le retrait du contingent français.

P : ...Seront face à face le Premier ministre rwandais et le président du FPR. Comme base de discussion, le déploiement d'une force multinationale pour remplacer les

troupes françaises qui assurent la protection des ressortissants étrangers et celle d'un autre contingent dans une zone tampon entre les positions occupées par les forces gouvernementales et celles occupées par les maquisards du FPR. Sur ce point, le FPR souhaiterait la présence d'une force de l'OUA. Pour le remplacement des forces françaises, les deux parties sont d'accord pour que ce soit l'ONU qui prenne le relais. Paris n'est pas contre. Un hic tout de même. Le chef de l'Etat, qui a toujours son mot à dire, et qui ne voit pas d'un bon œil le retrait français. Pourtant les autorités françaises lui ont demandé de s'y préparer.

Pap. de Monique Mas :

« Déjà à la mi-janvier, dans une lettre à son homologue rwandais, François Mitterrand incitait Habyarimana à rester à la table des négociations d'Arusha. Je suis conscient de vos difficultés à mener plus avant l'ouverture politique au Rwanda, lui écrivait-il. Mais je souhaite que le différend soit réglé sur le terrain politique. Et puis le président français poursuivait, à propos cette fois de la coopération militaire franco-rwandaise, je ne veux que l'on puisse reprocher à la France d'avoir nui à une bonne application de l'accord de cessez le feu. Celui de juillet dernier qui prévoyait le départ des troupes étrangères du Rwanda, françaises en l'occurrence. Depuis, c'est à la demande du Rwanda et de l'Ouganda que l'Onu a dépêché une mission à Dar es-Salam... La France a donné à penser qu'elle était à l'initiative de cet appel à l'Onu. Une manière peut être de transférer le dossier sans désavouer le passé. »

381/ Afrique midi (1993 JAF 0064 B)

P = Yves Rocle

P : ...Pour la première fois, le président du FPR participe directement à ces discussions.

Pap. de Monique Mas :

« Ce matin, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de rétablir le cessez le feu... Elle souhaitent que les négociations à Arusha reprennent au plus vite et qu'un accord de paix soit signé au plus vite. A Bujumbura, un délai très ambitieux a été fixé : 30 jours après la reprise d'Arusha. Il reste quand même à traiter la question épineuse de la fusion des deux armées et celle non moins complexe du retour des réfugiés. Mais avant de revenir à Arusha, les deux parties doivent s'entendre, notamment sur des sanctions contre les autorités des régions où se sont produits les massacres, sur le déploiement d'observateurs de l'OUA dans la zone occupée par le FPR depuis son offensive du 8 février. Bien sûr, le FPR doit s'en retirer et les déplacés de guerre doivent pouvoir y revenir. Au menu de Dar es-Salam est inscrit aussi le remplacement des troupes françaises par une force d'observateurs militaires organisée par l'Onu et l'OUA. Tout cela avait été demandé à la rencontre de Bujumbura, boycottée par le parti du président. Ce dernier a quand même envoyé deux représentants à Dar es-Salam, le ministre de l'Intérieur et le directeur de cabinet du président Habyarimana. »

P : Vous le savez, l'Ouganda est bien souvent accusé de soutenir directement les rebelles du FPR. Il est bien difficile d'aller vérifier sur le terrain. Ce qui est sûr, c'est que le noyau dur du FPR est composé de Tutsis du Rwanda qui se sont réfugiés à partir de 1959 en Ouganda. Nous écoutons le témoignage de l'un d'eux.

Invité : Tito Rutaremara, membre du FPR (Monique Mas) :

«Moi, par exemple, je suis né au Rwanda mais je suis allé en Ouganda jeune...La plupart sont nés en Ouganda parce qu'il y a plus de 33 ans que nous sommes en Ouganda...

(Q. de M. M. : Quelle proportion de combattants proviennent de l'ancienne armée de libération du président Museveni au sein du FPR ?)

Vraiment, la proportion est très petite. Au commencement, il y avait à peu près mille personnes...Ce sont des officiers, c'est pour cela que l'on parle d'eux. La population qui reste, ce sont des gens qui viennent d'un peu partout, du Zaïre, de la Tanzanie, du Burundi et même du Rwanda. Nous avons une vaste population de gens qui arrivent du Rwanda. Les jeunes qui viennent et même les gens qui désertent.

(Q. de M. M. : D'où viennent les armes du FPR ?)

Les armes du FPR viennent d'un peu partout. Le premier groupe nous l'avons pris de l'armée ougandaise en octobre 90. Nous avons volé les armes de la NRA. Et c'est avec ces armes que nous avons commencé la guerre.

(Q. de M. M. : Avec quand même, plus ou moins, l'assentiment du président Museveni ?)

Non. Non, non. Il y avait beaucoup de nos gens qui étaient dans l'armée ougandaise, qui étaient des officiers. Il y avait même ceux qui gardaient les armes. Et nous avons continué à les voler petit à petit. En plus, il y avait des gens qui travaillaient dans la sécurité, espionneurs et autres. Ça coupait l'information. L'information ne pouvait pas arriver en haut. C'est pour ça que le gouvernement n'a pas su. Ils n'ont même pas su le jour où nous avons commencé la guerre.

(Q. de M. M. : Depuis lors, tout de même, vous avez du refaire vos stocks d'armes?)

Oui. Nous prenons des armes aux forces gouvernementales. Par exemple, la dernière fois, nous avons détruit plus de 34 défenses du gouvernement rwandais. Et la plupart, ils laissent leurs armes derrière eux. Nous leur prenons les armes. Une autre partie, bien sûr, on nous les vend. L'Ouganda lui-même a été en guerre pendant vingt ans. Il y a beaucoup d'armes à l'intérieur du pays...Comme vous le savez, il y a le Soudan, le Zaïre, l'Éthiopie et la Somalie. Dans tous ces pays, les armes se vendent. Nous n'avons même pas à y aller. Les gens nous les amènent où nous sommes... Il y a des trafiquants qui les amènent. Ça s'achète facilement.

(Q. de M. M. : Vous utilisez quand même l'Ouganda comme base arrière ? Ne serait-ce que pour vous approvisionner en nourriture et pour également acheminer ces armes ?)

La frontière est grande. Le gouvernement rwandais ne peut pas mettre sur chaque mètre quelqu'un. Et en plus, les populations sont presque les mêmes des deux côtés. Et en plus, comme l'Ouganda avait beaucoup plus de surplus de nourriture, il vendait au Rwanda. Et quand la guerre a commencé, le Rwanda n'achète plus la nourriture en Ouganda. Donc la population qui se trouve là, c'est elle qui nous amène les vivres. Ils cherchent de l'argent, ils veulent vendre. Ils savent où passer.

(Q. de M. M. : Acheter tout ça, acheter des armes, ça coûte cher. Qui finance le FPR ?)

La diaspora et même la population à l'intérieur du pays. Nous avons des gens qui travaillent au Canada, en Europe, un peu partout. Il y a des commerçants qui se trouvent un peu partout. C'est la diaspora que nous avons qui paient. »

382/ Afrique soir (1993 JAF 0064 C)

P = Edmond Sadaka

P : C'est aujourd'hui qu'a débuté à Dar es-Salam la rencontre entre le gouvernement et l'opposition armée. Les partis représentés au gouvernement ont tous répondu présents, y compris l'ancien parti unique.

Pap. de Monique Mas :

«Les participants ont déjà réaffirmé leur volonté de rétablir le cessez le feu de juillet dernier pour en arriver à une solution politique... Mais avant de revenir à Arusha, les deux parties doivent s'entendre à Dar es-Salam notamment sur des sanctions contre les autorités des régions où se sont produits des massacres récemment, sur le déploiement d'observateurs de l'Oua dans la zone occupée par le FPR...Mais au menu de Dar es-Salam est inscrit également le remplacement des troupes françaises par une force d'observateurs militaires neutres, une force organisée par l'Onu et l'Oua. Tout cela a déjà été demandé à la rencontre de Bujumbura boycottée cette fois par le parti du président. Mais aujourd'hui, ce dernier avait envoyé deux représentants, le ministre de l'Intérieur et le directeur de cabinet du président Habyarimana. »

- Journaux Afrique du 06 mars 93 (1993 JAF 0065)

383/ Afrique midi (1993 JAF 0065 C)

P = Philippe Couve

P : La France a déposé hier à New York un projet de résolution pour l'envoi d'une force de l'Onu au Rwanda. Un texte qui prévoit notamment la création d'une zone tampon entre les positions tenues par les rebelles et celles des forces gouvernementales autour de Kigali. Les rebelles pour leur part se sont déclarés prêts à effectuer sous condition un retrait partiel des positions qu'ils occupent depuis le 8 février. Le FPR demande notamment que le GOM¹⁰ de l'OUA prenne le contrôle de

¹⁰ GOM : Groupe d'observateurs militaires

cette zone et que les FAR respectent le cessez le feu. Et selon le CICR, ce sont 860 000 personnes qui ont été déplacées au Rwanda depuis le début des combats.

Pourtant le contenu de la notice Loris était le suivant :

RWANDA/ PAS D'ACCORD ENTRE GVT ET FPR POUR REPRISE NEGOC.
(GAUTIER)

- Journaux Afrique du 07 mars 93 (1993 JAF 0066)

384/ Afrique matin (1993 JAF 0066 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le front rebelle exige une date pour le retrait des forces françaises.

P : Blocage de dernière minute hier dans les négociations inter-rwandaïses en Tanzanie. Le FPR a demandé une date précise pour le retrait des troupes françaises actuellement stationnées aux abords de Kigali. Un retrait que les rebelles souhaitent le plus rapide possible sinon immédiat. Le Rwanda, un petit pays mais très peuplé, où la reprise du conflit ces dernières semaines a provoqué le déplacement à nouveau de plus de 800 000 personnes d'un coup.

Itw de Sylvie Rombaldi du CICR (Assane Diop) :

«...Ce sont des gens qui ont une certaine habitude d'être déplacé momentanément et donc ils ont une certaine organisation dans les camps. Mais ils ont besoin d'un soutien médical et alimentaire bien sûr... »

385/ Afrique midi (1993 JAF 0066 C)

Pas de mention du Rwanda

Contenu de la notice Loris :

RWANDA/ ACCORD CESSER-LE-FEU (DIOP)

- Journaux Afrique du 08 mars 93 (1993 JAF 0067)

386/ Afrique matin (1993 JAF 0067 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les hostilités devraient cesser demain à minuit. C'est le sens de l'accord de cessez le feu conclu hier.

P : ...Le principe du retrait des forces étrangères a été retenu. Mais si l'on en juge par les explications du Premier ministre, et bien il demeure quelques ambiguïtés.

Itw de Dismas Nsengiyaremye (Addala Benraad) :

« Les troupes étrangères, y compris françaises, devraient partir mais en attendant qu'il y ait une force internationale sur place, nous avons décidé, et il est notifié qu'il y aura un document confidentiel, qu'une partie des forces françaises restent sur place et s'occupent de la protection des ressortissants étrangers... Toutes les décisions ont été prises après consultations et en séance plénière. Il n'y a donc eu aucune réserve d'un quelconque membre de la consultation. »

387/ Afrique midi (1993 JAF 0067 C)

P = Yves Rocle

T = ...Ils se sont mis d'accord sur un cessez le feu à partir de mardi minuit et de reprendre leurs pourparlers de paix à Arusha le 15 mars. La Belgique rappelle en consultation son ambassadeur au Rwanda, qui pourrait réévaluer sa politique de coopération civile et militaire, fait savoir aujourd'hui le ministère belge des Affaires étrangères.

Pap. de Thierry Perret :

« Première étape franchie pour le retour de la paix au Rwanda. On est parvenu à plusieurs points d'accord. Tout d'abord le cessez le feu qui entre en vigueur mardi... Les précédents avaient toujours été annoncés de manière unilatérale... L'enjeu des discussions actuelles, on le sait, c'est l'envoi sur place d'une force internationale d'interposition sous l'égide de l'OUA et de l'ONU... malgré les souhaits du FPR, on n'a pas mentionné les 700 hommes du contingent français dans la formulation volontairement neutre du communiqué. Des troupes françaises qui devraient rester sur place jusqu'à la mise en place de la force internationale... Une précaution sans doute élémentaire tant il semble évident pour tous les observateurs que l'armée rwandaise aurait bien du mal à faire face au FPR sans l'appui français. »

P : Le FPR commencera le retrait de ses positions le 14 mars selon l'accord conclu hier soir. Et puis la Belgique rappelle en consultation son ambassadeur au Rwanda. Et fait savoir qu'elle pourrait réévaluer sa politique de coopération civile et militaire dans un communiqué du ministère belge des Affaires étrangères. Un communiqué qui précise que le rappel de l'ambassadeur fait suite à la publication d'un rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda.